



FORO

Dimanche 5 Septembre 1971

N° 1801

Prix 100 FG

Onzième Année

**" Si la religion est une chose éternelle, il est mieux
que ce soient les nationaux qui en assument
la responsabilité...
A DECLARE LE RESPONSABLE SUPREME DE LA REVOLUTION
LE 13 JUILLET 1967**



Cette explosion de joie, de détermination et de foi révolutionnaire a toujours caractérisé les militants du PDG qui aiment à recevoir parmi eux le Responsable Suprême de la Révolution. Ici au cours d'une réception populaire, on remarque au premier plan, un majestueux portrait du guide de la Révolution, exécuté par une main très experte.

Le bonheur, c'est dans la reconnaissance de l'utilité et de l'œuvre de chaque individu pour la société au sein de laquelle il vit et avec laquelle il a des rapports d'estime et de confiance.

Pour atteindre à ce bonheur, il faut que l'on s'engage dans le combat pour l'intérêt général, pour le triomphe de la justice et du progrès continu ; c'est pourquoi le Parti Démocratique de Guinée a engagé notre Peuple dans la conquête de sa responsabilité, de toutes ses responsabilités en vue de la maîtrise parfaite de son destin.

L'EGLISE EN GUINEE

C'est ce qui a amené le Parti Démocratique de Guinée à exiger l'africanisation des cadres de l'Eglise ; celle-ci en Afrique doit être effectivement africaine.

Cette lutte est politique. Elle vise à l'exercice, par des Africains, de la responsabilité de guider les organisations de culte dans leurs pays. Il fut un moment où des cadres catholiques, pour justifier la domination coloniale en Afrique, se permettaient d'écrire dans les livres religieux que Dieu est un Blanc, que l'Ange est blanc. Observez, lorsque vous entrez dans une cathédrale, les tableaux représentant des Anges, vous n'en trouverez pas un seul qui soit noir parmi ces anges. Objectivement, cet état de chose indique que le divin est blanc, que le noir est...

C'est en Juillet 1967 que fut prononcé cet important discours du Chef de l'Etat devant une situation créée par le problème d'africanisation de l'Eglise guinéenne. A cette occasion tous les organismes du Parti, on s'en souvient, avaient tenu des meetings pour informer et éclairer le Peuple sur cet aspect à l'époque épineux de notre société. Mais certains prêtres africains ont trahi.

Aujourd'hui nous livrons encore à l'intelligence des militants le discours du Chef de l'Etat, le camarade Ahmed Sékou Touré.

Dans tout mouvement révolutionnaire, il y a deux forces antagonistes qui s'affrontent : celle de la vérité et celle du mensonge. Pour que la Révolution avance il faut, tous les jours diffuser les mots d'ordre de la vérité et les faire comprendre par les masses laborieuses qui aspirent au progrès et qui luttent contre une couche sociale réactionnaire constituée de bourgeois, de commerçants riches tendant à bloquer la Révolution à leur profit. Dans cette lutte, il y a deux objectifs opposés : l'objectif du Peuple et des ennemis du Peuple. Si le Peuple arrête sa lutte, c'est-à-dire s'il ne poursuit plus son but, c'est la contre-révolution qui triomphe. Si le Peuple continue sa lutte, et s'il est ferme et bien organisé, étant majoritaire, il est le plus fort, et, quels que soient les autres moyens de l'ennemi, à terme, la victoire totale sera de son côté. Mais en menant cette lutte pour des transformations heureuses, pour le triomphe de ses idées et de ses objectifs, le Peuple ne doit jamais oublier qu'en son sein, il y a ses propres ennemis. Il sait que lorsqu'il triomphe à travers ses idées et ses revendications ce sont tous les hommes aspirant à l'égalité à la liberté et à la dignité qui triomphent à travers sa victoire. S'il échoue, ce sont ses ennemis qui gagnent à travers leur but. Pour s'assurer la victoire finale, le Peuple ne doit pas oublier que sa lutte est permanente. La lutte organisée au sein du P.D.G. a triomphé de beaucoup d'adversités, et a fini par unir sur des bases justes et solides tous les guinéens progressistes. Cette lutte a déjà connu beaucoup de phases. Si nous nous étions découragés, jamais nous n'aurions atteint la phase actuelle. C'est pourquoi, avec sang froid et calme, le Parti doit toujours analyser les circonstances et prendre les décisions en toute connaissance de cause : c'est-à-dire qu'il faut qu'il soit convaincu de la justesse historique, économique et sociale de ses décisions. C'est parce que le P.D.G. n'a pas hésité un seul instant à assumer la responsabilité d'organiser et de guider la lutte de notre Peuple, que la domination coloniale malgré tous les moyens dont elle disposait à l'époque : chefferie, capitalisme colonial, corruption etc... n'a pu empêcher la victoire du Peuple de

Guinée. Aujourd'hui donc, le Parti ne peut pas hésiter et ne doit pas hésiter. La Révolution dont nous nous réclameons tous les jours exige la participation effective de chaque militant à toutes les phases de la lutte entreprise par notre Peuple pour son bonheur. Pendant la lutte de libération de la Patrie, il fut un moment où toutes les prisons étaient pleines de nos cadres et de nos militants ; les meilleurs hommes et les meilleures femmes du front de lutte anti-colonialiste étaient détenus par la puissance coloniale. Il fut un moment où l'on empêchait même les déplacements dans le pays, des responsables du Parti : un moment où le colonialisme ne respectait même pas ses propres lois à l'encontre des populations guinéennes.

Tout cela avait été entrepris dans un seul but : décourager les militants. Et si ceux-ci s'étaient découragés, ils auraient rendu inutiles les sacrifices déjà consentis et renoncé aux objectifs de liberté qu'ils s'étaient fixés. Quand un voyageur décide de se rendre de Conakry à Kankan, si après avoir atteint successivement Kindia, Mamou et Dabola, notre voyageur, pris de découragement, s'arrête à Kouroussa, il aura rendu vains les sacrifices faits pour atteindre Kouroussa puisqu'il aura compromis l'objectif qu'il poursuit en voulant se rendre à Kankan. C'est pourquoi, pour un Mouvement Révolutionnaire, il n'y a pas de démission possible face à la lutte et à ses exigences.

Toute renonciation au combat est déjà l'annonce de la perte de tous les acquis et du triomphe de l'ennemi : l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme. C'est aussi, à l'intérieur de chaque pays, le triomphe des hommes qui voudraient profiter du travail du Peuple et qui, par leur comportement quotidien, sont les amis de l'impérialisme, les amis de l'ennemi.

Pour la victoire du Peuple, il n'y a qu'une seule loi, continuer à lutter pour maintenir les acquis, c'est-à-dire les racheter et les accroître continuellement. Notre lutte est à la fois politique, économique, sociale et culturelle. Depuis l'indépendance du pays, le Peuple guinéen perfectionne sans cesse son organisation, il assume lui-même la responsabilité de la conduite de son destin. Il n'a pas hésité à s'engager dans cette lutte et aujourd'hui, sa fierté est qu'il fait l'objet de l'admiration des Peuples frères, du fait que dans tous les secteurs d'activités de la Nation, l'Africain assume la direction de tous les secteurs guinéens. Nous avons dit que le bonheur que l'homme doit connaître ne se mesure nullement au nombre de voitures, de villas et de billets de banque qu'il pourrait posséder. Nombreux propriétaires de villas et de voitures, nous avoir renoncé à toute vertu sociale, sont devenus les plus malheureux des hommes de la terre.

me noir à une certaine humanité, le blanc doit assumer la charge morale de le prendre en tutelle ». Il s'agit là de l'idéologie la plus abjecte de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme. En fait, il s'agit d'un viol systématique de la conscience humaine pour créer chez l'Africain un complexe d'infériorité qui serait prouvée par les textes les plus sacrés. Les preuves de ce que nous affirmions existent à foison. En voulez-vous une autre ? Au cours de la dernière guerre un manuel d'enseignement et de prière publié par l'Edilise et destiné aux Africains se permettait de dire que le noir n'est pas un homme, qu'il est un parent du singe, et que l'homme blanc se situe au stade supérieur de la transformation humaine, tandis que l'homme noir est l'intermédiaire entre la bête et l'homme blanc. Des hommes prétendus de Sciences et qui voulaient venir au secours d'une telle thèse mystificatrice et d'un racisme forcé, se livraient à des « recherches » pseudo-scientifiques et n'ont abouti à aucun résultat probant comme il fallait s'y attendre, mais la thèse n'avait pas été moins appliquée dans les rapports entre les puissances coloniales et les pays africains pour justifier et bénir la domination et l'exploitation coloniale.

Nous n'avons constaté dans la vie de notre Eglise que des injustices. Certes, quand on est catholique, convaincu, on doit appliquer les principes de la religion ainsi la pratique de la confession doit être effective. Mais le prêtre trahissait la religion et trahissait celui qui lui faisait confiance en allant rapporter aux autorités coloniales, commandant de cercle, gouverneur, ce que le citoyen guinéen, tout confiant, venait lui confier. Le prêtre devenait ainsi un agent de renseignements très efficace au service du pouvoir colonial lequel utilisait les informations très précieuses qu'il recueillait ainsi pour déclencher des représailles atroces contre les patriotes. Illustrons cette triste pratique par un exemple historique bien connu.

C'est en 1947, après d'intenses activités politiques, le Mouvement Révolutionnaire Malgache décide de passer à une nouvelle phase de la lutte pour la libération de l'Ile. Il fixe au 30 Mars 1947 la date d'une offensive générale. Mais un catholique malgache, au cours de sa confession à l'Edilise, annonce au prêtre qu'à telle date et telle heure, le Peuple malgache devait passer à l'attaque armée pour se libérer de l'oppression étrangère. Ce croyant catholique, confiant et innocent, précisait qu'il était venu se confesser afin d'obtenir absolution pour tous ses péchés, car patriote combattant il pouvait tomber au cours de la lutte et ne voulait pas mourir sans être en état de grâce.

Le prêtre sûr d'être devant un combattant bien informé demanda toute sorte de renseignements et notre bonhomme ne fit aucune difficulté à lui fournir toutes les précisions sur les lieux et les dispositifs stratégiques. Le croyant était convaincu que ce qu'il venait de confier au Cu-

DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT

ré resterait entre Dieu et lui. Mais alors, muni de ces précieux renseignements, que fit le prêtre ? Il vendit le secret à l'Administration coloniale française et le jour de l'attaque, une repression d'une sauvagerie inouïe s'abattit sur le Peuple Malgache. Bilan : Plus de cent mille morts ! Tous les patriotes ont été physiquement supprimés. On en mettait dans des avions pour les larguer de plusieurs centaines de mètres d'altitude afin qu'ils vinssent s'écraser sur le sol et que tout le Peuple en fût terrorisé. Voilà ce qu'à coûté la trahison d'un prêtre.

De même, pendant la guerre contre l'Allemagne Hitlérienne, dans les pays d'Europe, de nombreux patriotes de la Résistance qui venaient se confesser aux prêtres constataient le lendemain la trahison de leur idéal, car les informations données aux prêtres permettaient aux services de Hitler de mettre en état d'arrestation et de torturer ceux qui luttèrent contre les hordes nazies. Ici, en Guinée, des blancs qui n'allaient jamais à la messe, qui ne pratiquaient pas du tout la religion, mais qui étaient blancs et de surcroît fonctionnaires ou commerçants riches, des blancs mécréants avaient à leur décès les honneurs d'imposantes cérémonies religieuses, célébrées à la Cathédrale et auxquelles chacun était tenu d'assister. Par contre, quand un africain pieux, très pratiquant, très croyant, venait à mourir, il n'avait aucune chance d'être honoré par une messe si ses parents ne payaient pas une forte somme d'argent. Voilà ce qu'ont vécu les catholiques de Guinée.

Il y a près de 90 ans que l'Eglise existe en Guinée, Mais elle n'a jamais songé à former des cadres autochtones valables. Les responsabilités, partout, étaient assumées par des prêtres blancs. Et l'on comprend qu'à l'indépendance, du pays, le Bureau Politique National du P.D.G. ait exigé l'africanisation des cadres catholiques afin que l'Eglise cesse d'être un corps étranger au sein de la Nation, désormais indépendante et souveraine. Mais pendant les trois premières années, rien n'avait été fait. Le B.P.N. a été alors amené à fixer un délai au Vatican pour la désignation d'un Archevêque africain chargé de diriger l'Eglise Guinéenne.

Face à cette position énergique, le Vatican nous honora de sa décision élevant dans les fonctions d'Archevêque notre frère Raymond Marie Tchidimbo. Le B.P.N. du Parti s'est félicité de cette promotion et a fait organiser sur

taient chargés de s'emparer de nos terres, de nos biens, de frères et sœurs enfin de notre liberté ; les prêtres s'appliquaient à annihiler en nous toute velléité de lutte contre l'injustice, contre la domination étrangère. Il y a beaucoup de musulmans en Guinée, mais aucun pays arabe n'a jugé nécessaire d'envoyer un chef religieux arabe pour diriger les destinées de l'Islam en Guinée. Nos musulmans désignent librement les Imams de leur choix. Même si les catholiques ne désignent pas eux-mêmes leur chef, le Pape peut tout au moins désigner le chef de l'Eglise guinéenne parmi les Guinéens.

Voilà ce que nous exigeons. Pour ce faire, nous avons fixé la date du 1er Juin 1967. Le 12 Mai 1967 le Pape nous envoya Monseigneur Benelli à Labé où nous nous trouvions. Nous le reçûmes avec tous les honneurs dus à son rang et nous eûmes des entretiens avec lui. Nous lui exposâmes notre position en trois points :

1^o Sur le Plan Historique

Depuis le XIII^e siècle, il y a 7 siècles de cela, les Nations européennes ont exigé et obtenu des Eglises Nationales, dirigées par des prêtres issus de ces Nations. Ces Eglises Nationales étaient libérées de la tutelle des pères italiens. Depuis lors, le Pape ne désigne comme responsable de l'Eglise d'Allemagne que des Allemands, en France que des Français, en Angleterre que des Anglais. Dans aucun pays européen il n'y a de responsable de l'Eglise qui ne soit pas autochtone. Nous avons dit : « Faites la même chose chez nous », et on nous répond que nous voulons détruire l'Eglise. Nous disons, si pour avoir exigé que dans chaque Nation européenne le chef de l'Eglise soit un ressortissant de cette Nation, l'Europe est contre la religion catholique, alors nous aussi nous sommes contre la religion car même à Rome, siège de la Papauté, les prêtres sont italiens.

2^o Sur le Plan Politique

Nous disons : depuis que la religion catholique existe, il y a 1967 ans, il n'y a pas eu un seul petit responsable, de peau noire dans un pays européen et aucun Pape n'est encore de peau noire.

Il se pose donc la question politique de savoir s'il est vrai que Dieu est blanc et s'il est vrai que les anges sont blancs ? Si la réponse est non, pourquoi alors n'a-t-il pas

Tchidimbo. La vérité est que le Seigneur Zoungana a cru devoir remettre en cause l'accord intervenu à Labé. Il s'est en effet déclaré d'accord avec tous les points, sauf sur le remplacement des Evêques européens de Kankan et de N'Zérékoré. « Ces deux prêtres, a-t-il dit ont été désignés par un décret du Pape, tant que le Pape ne fera pas signe par un autre décret pour les remplacer, vous n'avez rien à dire. Vous n'avez que le pouvoir civil, le pouvoir religieux est du Pape etc... etc... ». Et d'ajouter : « Si jamais vous touchez à ces deux prêtres européens, je ne peux pas vous décrire les conséquences catastrophiques qui vont s'abattre sur vous ». Alors, tranquillement, nous avons dit : « Pensez-vous, Seigneur qu'un homme qui se préparait à traire le lait de la lionne pourrait avoir peur du moustique qui, bruyamment, tenterait de l'effrayer ? Nous avons eu à faire directement à la domination coloniale et ce n'est pas devant ses instruments que nous allons hésiter ». Ainsi, nous nous sommes excusé auprès de Monseigneur Benelli, lui exprimant nos regrets devant la décision de Zoungana de remettre en cause l'accord de Labé. Nous avons donc réaffirmé notre position : à savoir que les deux Evêques européens quittent le pays qu'ils soient remplacés par des Africains ou, dans le cas contraire tous les prêtres et toutes les sœurs non africains quitteront la République de Guinée.

C'est ainsi que tout le personnel européen de l'Eglise a quitté Conakry, notre position n'ayant pas reçu de suite à la date indiquée. Certaines stations de radiodiffusion ont ensuite annoncé l'arrivée en Guinée des prêtres africains. A travers notre Radio, nous avons souhaité à ces prêtres la bienvenue et leur avons dit qu'ils venaient chez eux en terre africaine de Guinée. Seulement, nous avons posé deux questions : la politique guinéenne, qui est une politique africaine traduite en lettres constitutionnelles, affirme que tout Africain résidant en Guinée jouit de tous les avantages attachés à la citoyenneté guinéenne. Une loi déclare que tout africain peut pénétrer en Guinée sans passeport. Tout Africain en Guinée peut occuper tous les emplois et exercer toutes les fonctions.

Cela étant, les prêtres africains désignés pour diriger l'Eglise guinéenne, acceptent-ils d'être considérés comme des prêtres guinéens conformément à la Loi guinéenne ? Si oui ; la Loi guinéenne s'appliquerait à eux comme à tout citoyen guinéen. Si non, et qu'ils désirent n'être régis que par le statut appliqué aux étrangers en Guinée, il faudrait alors que le Vatican qui les a nommés adresse une lettre à notre Gouvernement et demande son accord. Nous

européens sont racistes pour écarter immédiatement tout homme de peau noire ? Nous ne le pensons pas. Si la religion est une chose éternelle, il est mieux que ce soient des nationaux qui assument la responsabilité dans chaque pays ; et c'est ce que nous voulons aussi.

3^e Sur le plan moral :

Pendant près de 90 ans, la religion catholique existe en Guinée ; pendant 90 ans, l'Eglise n'a pas formé de cadres nationaux. Combien de temps lui faudra-t-il pour en former ? Ici, Monseigneur Benelli nous a proposé quatre ans.

Nous avons demandé pourquoi 4 ans ? Il nous a répondu qu'il faut que les chefs religieux aient une formation suffisante. Il a ajouté : « Vous, Monsieur le Président vous pouvez nommer un ministre, un directeur de Cabinet sans qu'ils aient à subir une formation spéciale. Mais ce n'est pas le cas pour l'Eglise ». Nous lui avons donné raison. Mais le premier Pape, quel était le diplôme qu'il avait obtenu pour être nommé à cette fonction et à ce rang ? Et le 2^e, le 3^e, le 4^e Pape ? Quelle école spéciale avaient-ils fréquenté, eux qui avaient eu la lourde responsabilité de diriger la religion catholique à travers le monde entier en un temps où cette religion n'avait pas les assises aussi solides qu'aujourd'hui ? Comment des Guinéens qui ont le niveau du brevet, du baccalauréat, de la licence ne peuvent-ils pas diriger les catholiques guinéens dont ils parlent les langues nationales ? Au terme de notre exposé, l'envoyé spécial du Pape qui est très respectueux et très honnête nous l'avons constaté et qui répondait aux questions les plus embarrassantes, a eu échange de vues très franc avec nous : il n'a pas condamné notre option. Il nous a promis de faire un compte rendu fidèle au Pape. Il nous a fait des propositions concrètes : d'abord, le remplacement des deux Evêques européens de Kankan et de N'Zérékoré par des Africains, ensuite pendant 4 ans, tout sera mis en œuvre pour former des prêtres et des sœurs guinéens pour les autres centres. Enfin Mgr Benelli nous a demandé d'accepter ces propositions à cause du Pape. Nous lui avons donné notre accord. Il est allé en rendre compte au Pape. A son arrivée à Rome, il nous a adressé une lettre sur les points qu'il nous avait soumis. Il est ensuite revenu à Conakry le Vendredi 19 Mai 1967 et, le même jour, est également arrivé notre frère Zoungrana de la Haute-Volta, l'un et l'autre envoyés par le Pape. Nous avons reçu d'abord Mgr. Benelli et ensuite le frère Zoungrana, l'un et l'autre accompagnés de l'Archevêque de Conakry, notre frère Raymond Marie

mination ? L'on constatait un accroissement inhabituel au nombre des prêtres européens, et ces prêtres européens n'avaient aucun respect pour l'Archevêque guinéen. Lorsque celui-ci se déplaçait à l'intérieur du pays, il était reçu partout avec tous les honneurs par les autorités politiques et administratives de nos régions qui organisaient des manifestations publiques auxquelles les prêtres blancs refusaient de participer pour signifier ainsi qu'ils ne relevaient pas de l'autorité de l'Archevêque noir. Et régulièrement, certains de ces prêtres, véritables commis-voyageurs, circulaient entre la Guinée, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, la Sierra Leone et le Libéria.

A N'Zérékoré, il y avait des sœurs africaines d'origine voltaïque. Elles étaient traitées en parias, quotidiennement humiliées. Alors que les sœurs blanches étaient impeccablement vêtues et chaussées avec décence, les sœurs voltaïques marchaient pieds nus et le crâne rasé. Ces sœurs voltaïques, évidemment prenaient les repas à part et étaient également logées à part. Gare aux domestiques qui se tromperaient pour laver ensemble le linge des sœurs blanches et celui des sœurs voltaïques, ou pour nettoyer dans la même baignoire les assiettes des sœurs blanches et celles de sœurs noires ! Gare aux domestiques qui mélangeraient les cuillères et les fourchettes utilisées par les noires et celles utilisées par les blanches. Un Guinéen, le prêtre Téa, lorsqu'il est tombé malade, n'a eu droit à aucune compassion de la part de l'Evêque blanc de N'Zérékoré qui s'est contenté de déclarer qu'il n'est pas bien malade et qu'il est inutile de s'occuper de lui. C'est donc la discrimination raciale qui se pratiquait sur le sol de la Guinée souveraine où cependant, matin et soir, le Peuple proclamait des mots d'ordre de la Révolution globale.

Le Comportement social des Prêtres blancs, nous n'en faisons pas état par respect pour l'Eglise et pour les catholiques. Sous la domination coloniale, nous avons observé volontairement le silence devant des scandales, des actes indignes de certains prêtres blancs pour les mêmes raisons. Ce qui nous intéresse c'est l'aspect politique. Seuls des étrangers assumaient la responsabilité dans le fonctionnement de notre église. Cet aspect impliquait l'obligation pour nous de lutter contre cette pratique discriminatoire au sein de l'église en même temps que nous luttons contre le colonialisme car la religion catholique a été, en Afrique, ne l'oublions pas, l'avant-garde des troupes d'invasion coloniale comme elle a été le soutien constant de la colonisation et la propagatrice de l'idéologie de sa justification. Les prêtres suivaient ou devançaient les militaires qui é-

prêtres africains déjà à Conakry : « En attendant cette précision concernant votre statut, nous vous autorisons à faire votre travail en République de Guinée, mais nous n'accepterons pas d'autres prêtres jusqu'à la réception d'une correspondance officielle vous désignant pour diriger le culte en Guinée ». Voilà la position du Parti. Elle est claire. Elle est franche et honnête.

Camarades, aujourd'hui, nous nous sommes débarrassés de la tutelle des prêtres étrangers. Cela est une bonne chose pour le Peuple de Guinée et pour tous les Peuples d'Afrique.

Qu'on le veuille ou non, on sera obligé d'assurer la promotion des Africains, et notamment des Guinéens, afin qu'eux-mêmes dirigent les activités de l'Eglise en Afrique et en Guinée. Des preuves irréfutables existent, qui établissent que la plupart des étrangers qui étaient prêtres en Guinée, étaient des espions à la solde de leurs pays. Nous avons les preuves matérielles de l'espionnage auquel ils se livraient. En tant que pays libre et souverain nous devons assumer toutes nos responsabilités. La religion catholique n'appartient à aucun pays. Elle appartient à tous les hommes qui s'en réclament. Nous avons donc le droit et le devoir d'assumer la responsabilité de notre religion. Bien sûr, les agents de la contre-révolution diront toujours : « On a mal fait de chasser les prêtres non africains ».

Ils disent aux prêtres eux-mêmes et c'est bien ce qui a encouragé Zoungrana à tenir des propos inadmissibles à l'encontre de notre Parti et de notre Gouvernement. Tout ce qui peut affaiblir le régime, la contre-révolution essaye de l'exploiter. Mais nous serons moins exigeants à l'égard des prêtres blancs qu'à l'égard de ces faux révolutionnaires si, d'aventure, ils essaient de trahir la dignité de la République de Guinée. Ces agents de la réaction, quand ils sont catholiques, disent : « On veut tuer la religion catholique » ; quand ils sont musulmans, mais bien que musulmans, nous pensons que les prêtres étrangers doivent rester les chefs de l'Eglise guinéenne puisque c'est la volonté de leur supérieur ». La vérité est qu'ils ne sont ni musulmans, ni catholiques, ils sont des contre-révolutionnaires camouflés, ils veulent compromettre toutes les victoires du régime, toutes les victoires du Parti, toutes les promotions africaines. En fait, ils appartiennent à une armée ennemie camouflée au sein du Peuple : la cinquième colonne impérialiste. Et quand ils voudront passer à l'action directe, ils seront alors tous démasqués par le Peuple vigilant, et impitoyablement écrasés.

Ahmed Sékou Touré

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

BAH MAMADOU BANO
EX-SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DU PLAN
EX-COMMISSAIRE GENERAL AUX COMPTES



Portugal. Chacun d'eux assurerait un rôle particulier d'ordre logistique, financier, politique et diplomatique. C'est ainsi que le soutien financier était assuré, à la fois par la France, les U.S.A., la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale.

L'appui diplomatique était assuré par les U.S.A. sur le plan mondial, tandis que la France et la Grande-Bretagne s'engageaient à faire pression sur leurs pays satellites voisins de la Guinée, pour obtenir au moins une neutralité bienveillante.

Les problèmes strictement militaires devaient être réglés :

Pour le personnel, par la France et le Portugal.

Pour la logistique officiellement par le Portugal mais avec un armement ouest-allemand.

Si le rôle d'exécutant principal était ainsi confié au Portugal, c'était pour utiliser au mieux un prétexte que ce pays détenait : à savoir la présence à Conakry des dirigeants du P.A.I.G.C.

Le coup devait être porté avec des moyens puissants :

— Bâteaux de guerre

— Troupes aéroportées et utilisation de mercenaires que la France s'était engagée à recruter. Il m'a dit à cette occasion que la plupart de ces mercenaires seraient d'origine guinéenne, choisis parmi les membres des colonies guinéennes installées au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Gambie et en Sierra Leone et encadrés par des portugais de l'armée régulière.

Le réseau anti-guinéen basé à l'extérieur a de son côté déployé de grands efforts pour assurer le succès de l'opération envisagée. C'est ainsi que ses dirigeants ont eu à prendre des contacts avec le Sénégal, et la Côte d'Ivoire et probablement en Europe et ailleurs, en vue de trouver les appuis nécessaires. J'ai pu personnellement m'en rendre compte lors de mon passage à Abidjan en Septembre 1970 où j'ai rencontré Conté Saïdou en compagnie du Docteur Carvalho ex-ambassadeur du Sénégal en Guinée et que je sais fonctionner hostilement au régime guinéen. Conté Saïdou habitait chez un certain M. Picheloup, ex-administrateur de colonie ayant servi à Faranah.

Conté Saïdou a pris pendant ce séjour les contacts avec le Président Auguste Denise et probablement avec le Président de l'Assemblée Philippe Yacé, tous deux, personnalités éminentes du gouvernement ivoirien.

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire devaient fermer les yeux sur tous les préparatifs et seraient couverts de leurs débours éventuels par des subventions de la France.

en ville, puisque j'y ai côtoyé souvent des civils venant pour faire réparer leur moteur et redresser leur tolérerie.

Les objectifs du réseau ouest-allemand comportaient comme deuxième thème, l'isolement politique du gouvernement guinéen. Cet isolement devait inéluctablement faciliter son renversement et l'instauration d'un nouveau régime qui présenterait cette fois toutes les caractéristiques favorables à une collaboration fructueuse avec les pays capitalistes en général, et la RFA en particulier :

— Libéralisme économique
— Absence de contrôle d'un Parti unique sur les personnes et sur les biens.

— Rattachement d'une nouvelle monnaie guinéenne à une zone monétaire et de préférence le dollar.

Tous ces objectifs trouvaient un écho favorable au sein de l'Eglise Guinéenne, accablée et par les soucis financiers, et par le problème du personnel missionnaire pour le travail pastoral.

En outre, si de mon point de vue personnel, la nationalisation des écoles amorcée en 1959 et achevée en 1961 ne créait pas de problème, il n'en était pas de même pour les milieux catholiques qui auraient été heureux de revenir à la liberté de l'enseignement privé au sein d'un régime libéral.

Le réseau ouest-allemand, dans la poursuite de la réalisation de son objectif principal, à savoir le renversement du régime guinéen, a mis au point une pratique d'information systématique de ses adhérents en particulier à chaque phase préparatoire d'un coup décisif.

A l'issue de chaque coup des leçons étaient tirées par le même réseau et suivant le même processus, même pour les membres qui n'avaient pas à jouer de rôle actif pendant l'action.

Ce qui était le cas des adhérents appartenant au personnel ecclésiastique ; ce qui se comprend aisément. En ce qui me concerne personnellement, les informations précédant les diverses phases du complot ainsi que les leçons à tirer de leurs échecs m'ont toujours été transmises par le canal de Marx d'une part, de Camara Balla, Monseigneur Gomez et Gémayel d'autre part.

S'agissant du complot Petit Touré, j'ai reçu les informations de sa préparation par Marx, Camara Balla et de Monseigneur Gomez. Ils m'ont dit en substance que Petit Touré voulait créer un nouveau Parti.

Cette création devait entraîner des troubles dans la population. Ces troubles justifiaient une intervention de l'Armée actionnée dans l'ombre par Kéita Fodéba et certains officiers dont Kéita Mamoudou, aboutissant au renversement souhaité du régime guinéen.

Je me nomme Bah Mamadou Bano, né le 10 Juillet 1933 à Labé, fils de Bah Thierno Mamadou et de Diallo Ousmane; marié 1 femme et 5 enfants, n'a pas accompli d'obligations militaires; domicilié au Comité Cameroun (Conakry II); ex-Commissaire Général aux Comptes.

SUR LES FAITS

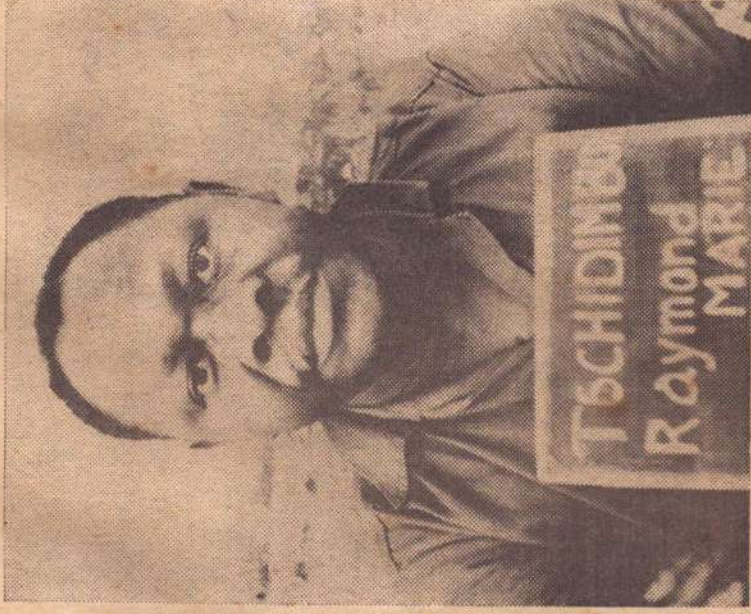
J'ai adhéré au Front anti-guinéen en Juillet 1969, par l'intermédiaire de Baldet Ousmane.

En effet, après le verdict du Tribunal Révolutionnaire de Mai 1969, j'ai été démis de mes fonctions de Secrétaire adjoint du Comité Cameroun, chargé que j'assumais depuis Janvier de

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

TCHIDIMBO RAYMOND MARIE

EX-ARCHEVEQUE DE CONAKRY



Je me nomme Tchidimbo Raymond Marie, né à Conakry le 15 Août 1920, fils de feu Marc et de feu Marie Elisabeth Curtis, Archevêque, de Nationalité Gabonaise. Jamais condamné. Arrêté le 23 Décembre 1970.

Je me dois à la vérité de dire que j'ai connu les services secrets allemands à travers Marx, directeur de Sobragui et plus tard Klaus, chef mécanicien des Usines Militaires de Conakry.

Lorsque Marx me fût présenté par les pères Balles Traz, prêtre de nationalité suisse, économiste de la Communauté des pères de la Mission de Conakry, et Ruhlmann, prêtre français et mon promotionnaire de cours, je sympathisai tout de suite avec lui ; cela se passait en 1964 dans la cour de Sobragui. M. Marx me fit alors visiter sa brasserie.

espoir ne subsistant plus d'infléchir cette option, toute action conséquente ne pouvait avoir de chance de succès qu'à la condition de lever l'obstacle que représentait le régime actuel.

C'est après que M. Marx m'ait entretenu de ces difficultés, qu'il n'a pas manqué de me brosser un tableau saisissant de la puissance économique de l'Allemagne Fédérale, pays hautement industrialisé et à monnaie forte.

Cela m'eût fait comprendre par la suite, pourquoi, lors de la visite officielle en 1967 de certains évêques du Tiers Monde (Afrique, Amérique Latine et Philippines) notre guide, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires Etrangères allemandes, ne se contenta pas seulement de nous faire découvrir l'aspect religieux de l'Allemagne Fédérale, mais nous fit également visiter des gros centres industriels comme ESSEN. M. Marx m'a dit que l'Allemagne Fédérale était capable, et sans se saigner à blanc, d'aider la Guinée à s'industrialiser, par la multiplication de petites industries à travers le pays ; ces implantations s'accompagnant de création de centres de formation qui donneraient des ouvriers qualifiés.

A se moderniser : par la création et la multiplication de maisons d'habitation à la fois confortables et à loyer modéré, ce qui, disait-il, supprimerait progressivement les taudis ; par l'implantation des supermarchés où le prix, spécialement étudiés, seraient hors concurrence ; il me cita à cet effet, le cas de la Maison Neckermann.

La modernisation, sous cette forme, disait-il, aurait l'avantage de faire baisser le coût de la vie. Tout cela était fort prenant ; et pour ma part, j'en étais enthousiasmé.

Mais, avec du recul, je dois avouer que c'était, pour ce qui me concernait, un manque de pratique de la prospective ; en effet, il faut admettre, après analyse sans sentimentalisme, que sous les couleurs d'une réelle et sincère coopération guinéo-allemande, il s'agissait bien d'une main mise systématique sur les richesses de la République de Guinée. Tels sont les projets brossés par M. Marx, pour valoriser à mes yeux la R.F.A. Telles est la phase initiale de mes contacts avec Adolphe Marx. Je dois dire, pour clore cette question que j'ai diné une seule fois chez Marx, mais que j'ai invité plusieurs fois chez moi, principalement à l'occasion du passage de ses beaux parents et de ses père et mère. Pour ses parents, je ne faisais que rendre la politesse, puisque en 1968, lors de mon passage en Allemagne, en compagnie de 3 confrères, les pères Muller, Ruhlmann et Lott, on coucha à l'Hôtel à Aix la Chapelle et on y déjeûna le lendemain midi avant de repartir pour la France.

J'en viens maintenant aux arguments évoqués par Marx pour...

pour moi. Un dernier avantage promis, mais jamais réalisé, c'est que si le Diocèse avait un jour des étudiants à envoyer en Allemagne, il se chargeait de leur trouver des Bourses ; mais cela n'était pas dans mon programme de formation de mes futurs prêtres.

Telle est la question des appointements consentis par M. Marx à mon endroit. Telle que la chose m'avait été présentée, elle ne m'avait pas du tout donné l'impression d'être vendue ; elle se présentait plutôt comme une préfiguration de ce que serait l'assistance missionnaire allemande lorsque j'en aurais dans mon Diocèse ; j'avoue, encore une fois, que la prospective m'a fait défaut.

La tâche précise que M. Marx m'a demandé d'assurer, c'était de faire de la propagande pour son pays. C'est ainsi que j'ai eu à parler du courage au travail des ressortissants et de la solidité du matériel ouest-allemand. Aussi, je ne manquais pas de dire, tant à Katakò, qu'à Youkounkoun, que dès que j'aurai des infirmières allemandes, je les y mettrai ; évidemment, cela ne faisait pas beaucoup plaisir aux religieux français qui s'y trouvaient. Je croyais fermement à cette propagande, il en a été ainsi jusqu'en 1967. En 1967, le départ des prêtres occidentaux (français et suisses) est venu poser des problèmes sérieux à l'Eglise de Guinée problèmes pas encore totalement résolus ; et là je dois avouer que j'ai été amère « avant dans l'impossibilité de pouvoir rencontrer, ne serait-ce qu'une seule fois, le Chef de l'Etat, pour pouvoir lui soumettre mes difficultés. La situation devint plus dure pour moi, du fait que début Janvier 1968, le fils amonné à me séparer d'un de mes collaborateurs sénégalais M. l'Abbé Sock.

Ainsi donc, de 1965 à 1967, j'ai fait de la propagande avec conviction pour la coopération guinéo-allemande. Cette propagande, je l'ai menée au niveau des missions du diocèse de Conakry, ainsi que je l'ai relaté plus haut. Cela correspondait aux vœux de M. Marx et à mes propres convictions.

En 1967, après le départ des prêtres occidentaux ma profonde paralysie sur le plan action pastorale et mon amertume m'ont amené à me livrer à des critiques à l'endroit du Chef de l'Etat. Ces critiques, je les ai faites aussi bien dans le cercle des pères africains (guinéens et autres) qu'auprès de Marx et de mes amis : Camara Balla, El-Hadj Fofana, et dans les sermons je n'ai pas manqué de faire des allusions suffisamment claires sur les mêmes difficultés pastorales.

C'est à partir de ce moment là, jusqu'au fameux sermon du jour de l'Ordination du premier prêtre Koniagui, que je demandais aux prêtres et aux religieuses de ne pas se...

alors notre lot de bière et nous rentrâmes à la Mission.

En nous séparant, M. Marx me dit que chaque fois que j'aurai besoin de bière, il ne faudra pas me gêner. Depuis cette période, chaque fois que j'avais besoin de bière, je faisais signe au père Balles Traz qui allait m'en chercher à Sobragui, et j'étais bien servi à titre gracieux. Aux approches de certaines fêtes, M. Marx avant de pasteuriser sa bière, nous réservait un petit lot non pasteurisé : une bière spéciale que nous apprécions.

C'est au départ des prêtres en 1967, que j'allais moi-même, chercher ma bière. Mais cela ne nous empêchait pas de nous rencontrer assez souvent, Marx et moi, soit à mon bureau, lorsqu'il venait aux Ateliers de la Mission pour passer des commandes, soit à mon domicile lorsque je l'y invitais pour un repas. Ces relations se situaient plutôt sur le plan de la mondanité. Mais, déjà en 1965, il attirait mon attention sur les difficultés économiques du pays. Ce que je n'ignorais pas. Par la suite, il me fit part de ses projets. Au départ j'étais très réticent, comme il pourrait le témoigner lui-même.

Par la suite Marx n'hésita pas à développer l'ensemble de ses critiques sur l'économie guinéenne. Elles portaient principalement sur les quatre points suivants :

1^o La rareté des produits finis.

2^o Les difficultés rencontrées par la population pour son ravitaillement en denrées de première nécessité. A cette occasion, Marx insistait particulièrement sur la tendance du gouvernement guinéen à mêler les organisations politiques au circuit de distribution. Cette absence de libéralisme éliminait, selon lui, le commerce traditionnel de son circuit vital, concentrant tous les pouvoirs économiques entre les mains des responsables des comités de base dont la plupart, en fait selon Marx, n'hésitaient pas à favoriser une petite minorité et à se créer une clientèle personnelle. Marx en voyait l'exemple le plus frappant dans les pratiques de sa propre unité de production à Sobragui.

3^o Le dirigisme le plus absolu dans les importations avant conduit au monopole total, en fait, d'après Marx du Parti, avait abouti à la rarefaction non seulement des produits et denrées courants, mais également aux ruptures de stocks trop fréquentes dans l'approvisionnement des unités industrielles. M. Marx n'hésita pas à qualifier d'incapables la quasi-totalité des responsables successifs du Commerce.

4^o Le gaspillage des immenses ressources minières guinéennes dont aucune n'était, toujours selon Marx, exploitée rationnellement.

Malgré cela, la RFA, affirmait-il, tenait toujours à coopérer avec la Guinée, alors que mille difficultés lui étaient opposées. Il était évident que M. Marx imputait toutes ces erreurs à l'option socialiste du régime. Aucun

ma personne de la part du gouvernement guinéen aucune difficulté majeure, pas plus que les années précédentes 1962-1963-1964 qui furent les années du Conseil Ecuménique.

Si je me suis laissé convaincre par Marx d'adhérer à son réseau, c'est qu'il a su me présenter les nombreux avantages que je pourrais avoir avec l'Allemagne Fédérale pour le développement des Missions ; c'est, en effet, cette année-là que le père Ruhlmann recevait pour sa propre mission de Camara-Bardou, Région Administrative de Kissidougou, quatre infirmières, missionnaires laïques ; il s'agissait bien de 1965 si mes souvenirs sont justes. J'aurais donc aimé, moi aussi avoir des missionnaires laïques allemands pour prendre en charge des dispensaires, comme celui de Katakou (Boké) et comme celui de Youkounkoun (Koundara), ce qui aurait pu se réaliser si les événements de 1967 ne s'étaient pas produits.

Les allemands, me disait M. Marx en 1965, sont bien vus en Guinée ; il faut donc en profiter pour travailler plutôt avec eux. Voilà la raison fondamentale de mon adhésion au réseau de Marx ; il s'agissait bien, non point d'intérêt personnel, mais de celui du Diocèse de Conakry.

Aussi mon plan d'action visait à faire connaissance avec les autorités religieuses allemandes pour obtenir du personnel missionnaire ; mais il ne me fut pas donné le pouvoir d'effectuer ce voyage en Allemagne Fédérale avant Novembre 1967, après le Synode Romain, en compagnie de plusieurs autres évêques du Tiers-Monde et sur invitation du gouvernement allemand ; c'était trop tard pour nos diocèses de Guinée.

Lorsque M. Marx, en 1965, me demanda de l'aider à faire connaître et apprécier l'Allemagne Fédérale dans le diocèse de Conakry, et que j'eus promis de travailler dans ce sens, parce que cela m'intéressait hautement, fin psychologue, il ne me proposa pas un traitement régulier, ce qui m'eût rebuté, il le sait ; attendu que je suis religieux et missionnaire et que sous cet angle, j'appartiens à une famille religieuse avec laquelle nous possédons tout en commun. M. Marx Adolphe ne me proposa donc pas un traitement, disons un salaire, mais une assistance financière régulière à l'intention de mon Diocèse de Conakry, c'est-à-dire de mes missionnaires et de leurs œuvres.

Mes possibilités en devises étrangères dans le diocèse étant très limitées, j'acceptai tout de suite cette proposition de M. Marx qui me fit verser à notre procureur de Paris, l'avance de 30.000 dollars et par la suite 2.500 dollars par mois à partir de 1966. Je dois dire que cette aide a été régulière, et que grâce à elle, nous avions éteint progressivement en fin 1969, toutes les dettes que nous devions à notre procureur à Paris.

Un autre avantage accordé par M. Marx à nos missions du Diocèse, c'est qu'aucun prêtre n'a acheté chez lui de la bière de consommation personnelle ; elle fut toujours offerte gratuitement ; la même disposition était valable

missionnaires. Je reconnais, en la matière, que c'était là les inciter à la démobilisation vis-à-vis du pays, et c'est sans doute, ce ressentiment qu'avait voulu exploiter M. l'ambassadeur, le Docteur Haas lorsque, quelques semaines après le départ des prêtres, il vint me trouver à la Mission en compagnie de son attaché culturel, Mme Von Ressen, pour me demander les raisons du renvoi des religieuses et des prêtres européens.

Ce jour-là, je me trouvais dans le bureau de M. l'Abbé Sock en train de discuter des problèmes des ateliers avec lui. M. l'Abbé Sock, à l'annonce de la visite de M. l'ambassadeur, voulait sortir, je lui dis de rester et je demandai à ce que l'on fasse rentrer M. l'ambassadeur. A la question posée avec insistance, sous différentes formes, de savoir pourquoi les missionnaires européens avaient été forcés de quitter le territoire de la Guinée, je lui répondais que je n'en savais pas plus que ce que la Radio — La Voix de la Révolution avait elle-même annoncé.

Ma réponse n'a pas dû plaire à l'ambassadeur Haas qui m'en a voulu ; il n'a pas d'ailleurs manqué d'informer son ami Gémavel de l'incident. Je pense que c'est là, la raison qui a dû par la suite empêcher son successeur Lankes de prendre directement contact avec moi.

J'ai mentionné plus haut que Marx ne manquait pas de m'indiquer que l'Allemagne Fédérale comptait déjà de nombreux amis influents dans les milieux guinéens y compris dans les hautes sphères du Parti et de l'Etat. A ce titre et certainement pour encourager définitivement ma collaboration il m'a cité :

Au sein de l'Eglise Guinéenne :

M. Gomez qu'il disait très lié à Seibold et aux experts ouest-allemands du Centre de Bordo-Kankan et dont l'action en faveur de la RFA était favorisée par sa connaissance de la langue allemande.

El-Hadj Fofana, membre du Comité Central pour le Parti, et dans le secteur privé M. Gémavel.

Au sein du Gouvernement : Les ministres Kéita Fodéba et Barry Sory. Enfin à l'extérieur, il a souligné l'amitié de Naby Youla à l'égard de l'Allemagne Fédérale.

Je dois dire, comme découlant de l'analyse des conversations avec M. Marx, et cela concerne singulièrement notre secteur des Missions, que l'objectif essentiel du réseau était d'asseoir l'influence allemande en Guinée, sans concurrence possible de la part d'autres puissances étrangères ; et trouver ainsi un débouché certain et pour leurs ressortissants et pour leur économie.

Jusqu'à l'agression M. Marx me disait souvent : « les allemands sont actuellement très bien vus en Guinée ». Cela m'étonnait par ailleurs, pourquoi aux ateliers de mécanique, M. Klaus, chef mécanicien, qui s'occupait de mon Onel Diplomat était si gentil à mon endroit. Du reste, ces ateliers de mécanique s'étaient fait une vaste renommée

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

sé à Dakar, j'aurais à lui fournir des renseignements sur l'exécution des budgets à Conakry et des Régions, à lui faire des comptes-rendus de certaines réunions auxquelles j'assistais souvent à la Présidence de la République, à mener une action de mécontentement des agents de la Fonction Publique que telle que le faisait mon prédécesseur au Commissariat Général aux Comptes en bloquant les mandats de solde, les décisions d'engagement, les décisions de promotion etc...

En ce qui concerne les deux premiers points, je reconnais avoir rempli ce rôle pendant un certain temps. Pour ce qui est du mécontentement des agents de la Fonction Publique, je jure sur mon honneur, que je n'ai rien entrepris dans ce sens, car au fond de moi-même, je me disais que si j'ai été nommé Commissaire Général aux Comptes, c'était pour redresser la situation que mon prédécesseur y avait créée et faire jouer au service son véritable rôle de contrôle à priori des dépenses de l'Etat.

Pour ce qui est du versement de mon appointment, je ne peux pas préciser la date exacte de son commencement, je sais seulement qu'à l'occasion d'un passage de mon ami Baldé Oumar à Conakry en fin d'année 1969, il m'avait expliqué que la situation de mes sœurs était parfaitement régularisée et qu'elles se portaient bien. J'ai compris par là que le nécessaire avait été fait.

COMLOT KAMAN

Avant la découverte de ce coup d'Etat, me sachant tout à fait disponible, mon beau-père, Barry Diawadou m'avait révélé un jour qu'un coup d'Etat se préparait contre le régime.

Il m'a précisé qu'en cas de succès, je pourrais faire partie du gouvernement de remplacement. Comme participant à ce coup d'Etat, il m'a cité les noms :

- Bah Mamadou (Banque Mondiale),
- Camara Balla,
- Baïdi Guèye,
- Fofana Karim.

Il a ajouté, sans me citer de noms, que des militaires en faisaient également partie.

COUP TIDIANE

Baldé Ousmane m'avait informé qu'étant donné que le coup d'Etat Militaire n'avait pas réussi, une autre action se préparait pour attenter à la vie du Président.

Ce coup devrait être perpétré à l'occasion d'une réception populaire. En cas de succès, le régime serait renversé et un autre gouvernement serait mis en place. Baldé m'a précisé que quelques officiers supérieurs de l'Etat-Major avaient déjà été contactés, parmi lesquels je retiens les noms du Général Noumandian, le Colonel Diallo et Com-mandant Zoumanigui.

Ceux-ci devraient prendre le pouvoir.

toujours estimé depuis que vous l'avez découvert, et lancé en 1964, mais qui par faiblesse de caractère et par manque d'expérience de la vie, a sombré dans la trahison et le déshonneur.

Camarade Président, je suis encore jeune; je peux encore être récupéré; c'est pourquoi j'implore votre clémence afin de me permettre de me réhabiliter auprès de mon Peuple, le vaillant Peuple de Guinée, et mériter à nouveau votre confiance et votre haute estime.

Je laisse au dehors une femme et 5 enfants dont le plus âgé vient d'avoir à peine 10 ans. Je laisse une pauvre maman, grande sœur de votre ami et compagnon de lutte El-Hadj Saïfoulaye Diallo; une pauvre maman âgée et fatiguée. Je laisse des petits frères et sœurs encore en bas âge.

Camarade Président, pour l'amour de Dieu, pour l'amour de la Révolution, pour l'amour de tout ce qui vous est cher, sauvez tout ce monde en m'accordant votre clémence.

Bah Mamadou Bano

YANSANE SEKOU YALANI

EX-GOUVERNEUR



tion socialiste adopté par le Parti Démocratique de Guinée. Comme il est très bavard et très subtil en même temps, il a réussi, insensiblement à me faire d'abord douter de mon Parti, puis finalement à me le faire mépriser pour adhérer au Front :

- liberté individuelle, vie dans le faste et l'abondance ;
- libération des initiatives individuelles et épanouissement des qualités individuelles, par opposition à la ligne de masse que je n'ai personnellement jamais acceptée. C'est dans ces conditions que j'ai donné mon accord à Kaba Laye pour être membre du Front intérieur.

Kaba Laye pour obtenir mon adhésion, m'a rendu beaucoup de visites à Beyla. L'objectif apparent de ces visites fréquentes était de discuter avec nous et d'arrêter les modalités de ravitaillement de la Région de Beyla en carburant et en denrées diverses. A cette époque, je dois dire que le ravitaillement des Régions de la Forêt en carburant par Monrovia était bloqué. Mais en fait, l'objet réel des visites de Kaba Laye était le recrutement de nouveaux membres, la propagande en faveur du Front et l'accomplissement du programme du Front et du réseau SS Nazi. Ensemble donc, nous devions décourager les jeunes cadres et les chefs de service. J'ai procédé à une mauvaise utilisation des véhicules de l'Etat que je prêtai à des commerçants privés. Lorsqu'il a obtenu mon accord et qu'il a concrètement observé mon comportement. Kaba Laye m'a dit qu'il rendrait fidèlement compte au chef allemand du nom de Seibold et qu'à un prochain voyage, il me ferait part d'autres faits intéressants.

Au cours de voyage annoncé. Kaba Laye est venu à Beyla avec Kaba Fanta l'épouse de Condé Fabou, le Secrétaire fédéral. C'est à cette occasion qu'il m'a dit que le Fédérale Fabou Condé était son beau-fils, et qu'ils étaient très intimes. Et Kaba Laye d'ajouter : « à ce niveau, le travail est accompli ». Il entendait par là que ce dernier était recruté. C'est au cours du même séjour que Kaba Laye m'a annoncé l'heureuse nouvelle de mon appointment mensuel fixé à 3.000 dollars, et d'une avance à moi consentie d'un montant de 75.000 dollars, sur lesquels en fait l'escroc de Kaba Laye ne m'a rien versé. Il m'avait laissé entendre qu'en cas de réussite du Front, je ne regretterai pas d'avoir adhéré à ce Mouvement. Je me rends compte qu'il m'a trompé en m'entraînant avec lui dans ce plan satanique de renversement du régime.

Mes activités comme membre du Front et du réseau SS Nazi consistaient à :

aurait désaccord entre les civils. J'ajoute que l'assassin était déjà en entraînement ; mais Baldé s'était abstenu de me révéler son nom.

Parmi les civils, Baldé Ousmane m'avait parlé d'El-Hadj Fofana, Barry III et Makassouba Moriba comme participants à cette action.

Je précise qu'en ce moment, je ne faisais pas encore partie du réseau. Baldé, me sentant disponible, me sondait ainsi pour savoir effectivement si je l'étais.

En tirant les leçons du coup Tidiène avec Baldé, je lui ai précisé qu'à mon avis il était très mal exécuté et que pour réussir de tels coups, il fallait les préparer très minutieusement. Baldé m'a dit qu'effectivement il semble y avoir eu une mauvaise préparation et qu'il en sera tenu compte pour l'avenir.

L'AGRESSION DU 22 NOVEMBRE

Un jour dont je ne me rappelle pas la date Janvier 1970, Baldé Ousmane m'a informé qu'un nouveau coup se préparait et qu'il s'agirait cette fois d'une action extérieure qui serait exécutée par des puissances étrangères dont le Portugal et l'Allemagne Fédérale. Ces puissances feraient débarquer des forces militaires qui seraient chargées d'occuper les positions stratégiques de la Capitale et d'assassiner le Chef de l'Etat ; ce qui amènerait à un changement de régime. Baldé m'a précisé que cette action pourrait être peut-être exécutée à l'occasion d'une manifestation populaire et qu'on devrait tabler sur l'état de surprise.

Baldé m'a encore dit que le coup était prévu pour fin Novembre, pendant le carême. Il m'a indiqué que sur le plan intérieur, les responsables du Front joueraient un rôle dans les deux cas et qu'en cas de succès, ce serait des membres du Front extérieur tels que Naby Youla qui dirigeraient le nouveau gouvernement.

Camarades membres de la Commission d'Enquête, je viens de vous exposer tout ce que je sais sur les actions subversives des traîtres à leur patrie, ainsi que la part que j'y ai prise personnellement.

J'ai trahi mon pays, je le reconnais et le ressens douloureusement aujourd'hui. Je me suis laissé entraîner dans la voie du déshonneur par un sinistre renégat.

Cependant, camarades, je suis encore jeune, je n'ai pas encore mes quarante ans ; je peux donc me racheter auprès de mon Peuple, le vaillant Peuple de Guinée et auprès de son guide le Responsable Suprême de la Révolution qui m'a toujours fait confiance.

Au Camarade Ahmed Sékou Touré Responsable Suprême de la Révolution,

Camarade Président, permettez-moi de m'adresser à vous à la suite de ma déposition devant la Commission d'Enquête, pour vous prier, vous supplier d'être clément face à ma forfaiture.

Je fais appel à votre haut esprit d'équité, à votre sens aigu de la dignité, pour sauver un jeune que vous avez

le passage de la Côte-d'Ivoire en Guinée et vice-versa, d'éléments membres du Front, nos messagers.

J'avais pour complice conscient Diané Kerfalla, Commandant d'Arrondissement de Sinko, dans cette action d'infiltration clandestine d'éléments du Front. Diané Kerfalla est un militant aigri. En sa qualité de vieux cadre du Parti Démocratique de Guinée, ayant longtemps dirigé la Fédération de Dabola, et ensuite ayant été secrétaire administratif du Bureau Fédéral de N'Zérékoré, il ne comprend pas qu'on l'ait confiné dans les fonctions de Commandant d'Arrondissement, pendant que ses camarades sont nommés gouverneurs. Cela l'a démobilisé et a favorisé son recrutement.

Après la conférence des Gouverneurs en Août 1970, Diop Alassane est venu en mission à Beyla. A cette occasion, il a pris contact avec moi. Il a tout d'abord souligné avec persistance « que la situation que nous vivons ne peut pas continuer ».

Il a ajouté « qu'il fallait en finir avec le régime socialiste de Sékou Touré ». Selon Alassane Diop, le mécontentement que la population n'ose encore clairement affirmer aboutira très bientôt à un coup de force tendant à mettre bas Sékou Touré et sa ligne socialiste.

Les propos d'Alassane Diop, dans le cadre des critiques acerbes contre le Parti Démocratique de Guinée rejoignaient ceux que Kaba Laye n'a cessé de me tenir lors des différents contacts qu'il eu avec moi à Beyla.

Je dois à la vérité de dire, que pour ma part, je m'étais employé, suivant les instructions de Kaba Laye, à démobiliser les masses au niveau de Beyla. Pour ce faire, j'étais assisté du Secrétaire fédéral, Aboubacar Fabou.

Ensemble donc, nous avons eu à glisser adroitement des propos subtils tendant à démontrer aux militants que l'orientation socialiste de plus en plus affirmée de Sékou Touré est responsable de tous les maux dont souffre le Peuple de Guinée. Je dois avouer que j'ai eu à développer ces mêmes arguments au cours de mon entretien avec Diop Alassane. Avant de quitter, celui-ci m'a appaisé en soulignant « que tout finira bientôt car une agression imminente avec l'appui du Portugal et de la France ramènerait la liberté en Guinée ». Sans autre précision, Diop Alassane m'a dit que cette agression libératrice était envisagée pour le mois de carême 1970. Il a ajouté qu'il n'est pas exclu que les mercenaires recrutés dans les milieux anti-guinéens du Front à Abidjan s'infiltrèrent par la frontière de Beyla. A cet effet, Alassane Diop m'a demandé avec insistance de favoriser cette infiltration de mercenaires, en collaboration avec le commandant actuel de Sinko.

Ce programme, dans un certain sens, rejoignait celui que Kaba Laye m'avait assigné, à savoir faciliter dans

Je me nomme Yansané Sékou Yalani né en 1924 à Forécariah de F. Mady Yansané et de F. Hadja Maciré Kaba, marié 2 femmes 5 enfants ; ex-Gouverneur de Tougué ; Rédacteur d'Administration.

J'ai accompli mes obligations militaires, classe 1944. Je n'ai jamais été condamné.

SUR LES FAITS :

C'est en Décembre 1969, que j'ai adhéré au Front intérieur par l'intermédiaire de Kaba Laye, commençant à Kankan.

Pour obtenir mon adhésion, Kaba Laye a entrepris plusieurs voyages à Beyla. Cela avait pour but de me contacter et de me recruter. Etant donné l'intérêt stratégique que représente Beyla dans le plan des anti-guinéens, Kaba Laye, tenait beaucoup à mon adhésion. Au cours de multiples contacts qu'il a établis avec moi à Beyla, Kaba Laye ma tous jours développé les aspects négatifs du régime Sékou Touré :

- Manque de marchandises ;
- Monnaie inconvertible ;
- désœuvrement des commerçants privés par l'instauration du Commerce d'Etat.

Kaba Laye a allégué le mécontentement des populations qui, selon lui, ne sont pas satisfaits du régime. Il a condamné la multiplicité des réunions. Sur le plan économique, il a mis en relief l'échec de l'Economie Rurale lors des différentes Campagnes Agricoles, le manque de pièces détachées pour les engins agricoles et la rareté, dit-il, des pneumatiques. Abordant le secteur Commerce, il a également parlé de l'inexistence de concurrence entre le commerce privé et le commerce d'Etat. L'Etat s'étant réservé le monopole du commerce.

En ce qui me concerne, Kaba Laye a largement fait état de mon passé politique et a flétri la sanction administrative que j'ai subie de 1963 à 1968. Comme je l'ai dit plus haut, Kaba Laye ne m'a jamais fait comprendre au départ que lui-même appartenait au réseau allemand mais plutôt au Front intérieur et c'est sur cette base que notre entretien a été axé, peut-être que pour une question tactique, il a sûrement réservé cette phase pour la seconde rencontre qu'il m'avait proposé avant de me quitter lors de notre prise de contact. En somme, Kaba Laye, à chaque propos autour du régime, me répétait : « votre affaire ne va plus durer ». Il ne cessait de ridiculiser le programme de construc-

LA 5^{EM}E COLONNE PASSE AUX AVEUX

avec l'aide de quelques cadres sur place déjà. J'ai alors dit que nous devons donc soutenir le réseau car je suis jaloux et très écoeuré quand certains Etats africains font le bilan de leurs activités agricoles. Diop Alassane a dit que chacun doit travailler dans son secteur pour faire aimer le réseau français.

Nous sommes arrivés alors à parler du complot Kaman-Fodéba. La pauvre Mme Fodéba me dit Diop est toujours là. D'ailleurs elle doit se rendre au Dahomey. Son mari s'est bêtement laissé prendre. Il aurait pu enlever le Président depuis longtemps. D'hésitation en hésitation il s'est fait définitivement liquider.

En tout cas, moi je croyais que Fodéba était puissant vers les années 1961-62-63 et qu'il aurait pu faire tout ce qu'il voulait, ai-je dit. Diop ajoute qu'il faut savoir que Fodéba n'avait pas toute l'armée avec lui. L'armée était divisée et Fodéba avait de l'aversion pour certains gradés. J'ai demandé à Diop Alassane pourquoi il n'avait pas aidé Fodéba dans la préparation du coup. Diop m'a répondu qu'il ne faut pas que nous partions tous à la fois. Il a expliqué que c'est toujours le partage des sièges qui est la pomme de discorde et constitue la cause de l'échec et que le racisme pointait déjà.

L'ATTENTAT TIDIANE

C'est en Mai 1969 au cours d'un voyage éclair à Kankan que j'ai été informé par Barry Sory ex-ministre délégué pour la Haute-Guinée. Il m'a parlé d'un coup qu'on est entrain de monter contre le Président. Il m'a affirmé que ce coup doit inévitablement réussir. Barry Sory m'a assuré qu'à la prochaine occasion favorable, au cours d'une manifestation populaire, un attentat éliminera le Président Ahmed Sékou Touré. J'avais pour ma part, exprimé ma préférence pour un coup qui ne verse pas de sang comme cela s'est passé au Mali. Barry Sory m'a alors répondu que tout sera mis en œuvre pour réussir, que là était l'objectif principal. Je ne suis pas pour l'effusion de sang.

Notre conversation a été interrompue par l'entrée de quelqu'un dans son bureau. C'est après l'arrivée de Kenneth Kaunda que j'ai su que l'homme préparé était Tidiane.

Le coup Tidiane réussit devait amener un changement fondamental de l'orientation politique. Une autre équipe gouvernementale serait installée. La République Fédérale d'Allemagne aurait plus de privilège que n'importe quel Etat européen. Nos rapports avec la France auraient repris avec dynamisme et l'entreprise libre aurait été autorisée comme le souhaite mon ami Kaba Laye.

1^o Diané « Net à Sec » a choisi l'homme qui devait faire le coup. C'est lui qui a recruté Tidiane.

LECONS TIREES PAR LE RESEAU FRANCAIS DE L'ECHEC - Les éléments du réseau ont été inactifs et n'ont pas aussi coordonné leurs efforts. C'étaient des éléments isolés sans direction.

Les pays suivants ont soutenu l'agression.

1^o - L'Allemagne Fédérale qui a créé dans tout le pays les réseaux SS.

2^o - La France qui a versé sa quote-part de soutien à l'Allemagne Fédérale.

3^o - Le Portugal, soutenu par l'O.T.A.N., a donné sa flotte et a permis l'installation des camps d'entraînement en Guinée-Bissao.

L'Allemagne Fédérale fournissait aux agresseurs le matériel de guerre et a donné des instructeurs pour l'entraînement des mercenaires. Elle a également introduit des armes et des munitions à l'intérieur de la République de Guinée ; ces caisses étaient débarquées au port comme si elles contenaient des machines pour le Centre de Bordo.

METHODES ET MOYENS DE COMMUNICATION

C'est à travers le personnel de l'Ambassade que se faisaient les communications. Les éléments guinéens SS qui vont en mission sont aussi utilisés. A l'Aéroport de Dakar ils prennent contact avec les éléments du réseau français extérieur tels que Youla, Bah Mamadou etc...

Après l'agression, je me suis retrouvé à N'Zérékoré comme directeur de Cabinet avec Tibou comme ministre délégué. Et j'ai eu à échanger de point de vue avec lui. La conversation a eu lieu dans son bureau à la Délégation ministérielle de la Guinée Forestière. C'était le jour de sa prise de service. Nous étions seuls et il m'a dit de fermer la porte et m'a dit qu'à Conakry, on dit que je suis indifférent à tous les problèmes. « On me dit à Conakry que tu étais en tournée quand l'agression a été déclenchée et que tu as tranquillement continué ta tournée » m'a dit Tibou. Je me suis défendu de cette accusation et Tibou m'a dit que le jour de l'agression il était à Labé pour une mission bien déterminée et que malheureusement le cours des événements a bouleversé tout son plan ; qu'il n'a pu ainsi rien faire. Il a ajouté « c'est ainsi que je me suis rendu à Koundara où j'ai fait du n'importe quoi ! J'ai martyrisé certains militants. Les mercenaires qu'on arrivait à prendre étaient tellement battus que la plupart arrivaient presque morts à Labé.

Tibou m'a dit qu'en réalité cela ne va pas chez nous.

J'ai alors demandé à Tibou ce qu'il pensait d'un changement de régime. Il m'a affirmé que c'était la son souhait et que c'est bien pour cela qu'il était venu à Labé pour exhorter la population à la révolte. Malheureusement pour nous les

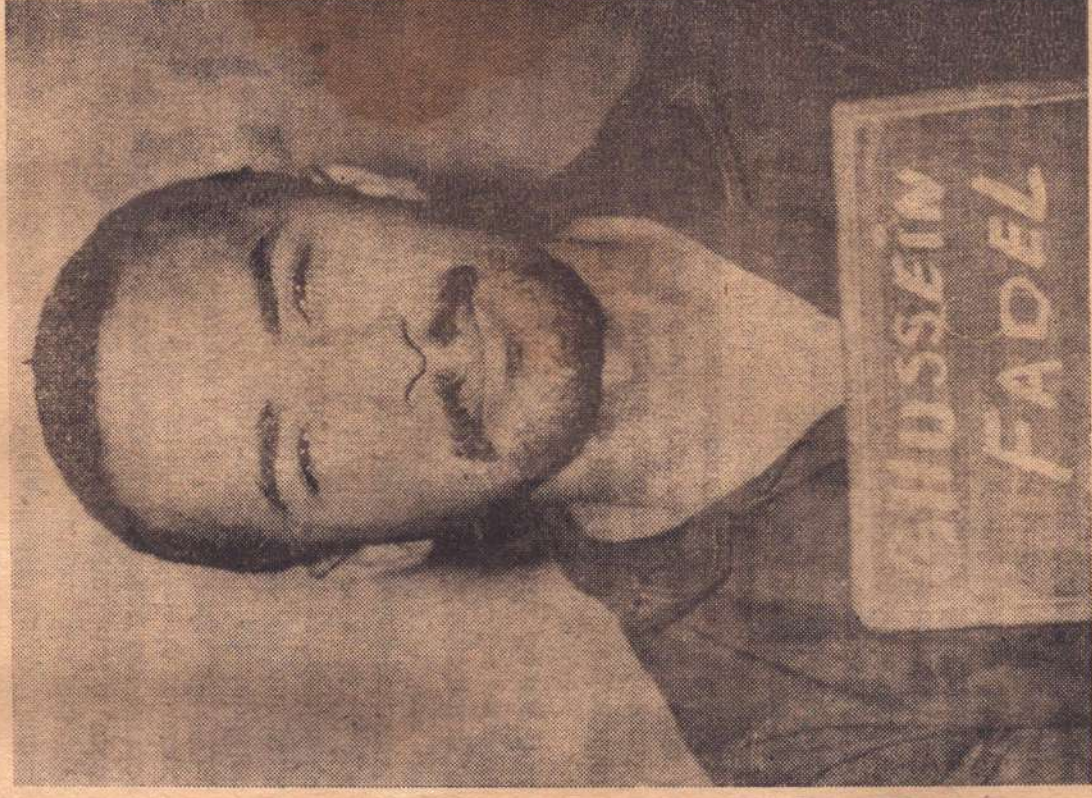
« notre père a été un des premiers compagnons de lutte du Président Ahmed Sékou Touré, Père de la Nation guinéenne. Pour ce faire, je suis prêt à me rendre dans n'importe quel chantier de la Révolution.

Camarade Président, c'est cette réhabilitation que je cherche en implorant de vous une pitié suprême. Cette réhabilitation que je pense obtenir, connaissant votre grandeur d'âme vaut pour moi plus que des milliards.

Condé Sory

GHUSSEIN FADEL

EX-CHEF DE CABINET
AU MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR



Alassane est ancien prisonnier de guerre allemand. C'est lui qui a signé beaucoup de nos accords avec l'Allemagne Fédérale ; son choix n'est pas simple fait du hasard.

Organisateurs militaires : les militaires de l'escorte avaient reçu la consigne de négliger la surveillance et ainsi donner à Tidiane toute la chance de réussir. C'est ainsi que Tidiane a pu sauter dans le véhicule. L'escorte était complice. Notamment l'Adjudant Bah, le Capitaine Doumbouya et le Commandant Zoumanigui.

Le dosage de la drogue a été l'une des causes de l'échec de l'attentat et ce qui a motivé l'oubli de son contenu. Il faut ajouter à cela l'invincibilité de la Révolution populaire et le courage sans pareil du Chef de l'Etat.

AGRESSION DU 22 NOVEMBRE 1970

Avec l'échec de tous les complots fomentés pour renverser le gouvernement guinéen, le réseau français et les SS allemands ont décidé de passer à l'agression armée. C'est ainsi que les David Soumah installés à Dakar ont procédé à des recrutements de mercenaires qui ont été dirigés sur la Guinée dite Portugaise dans un camp d'entraînement. Il y avait aussi des mercenaires originaires de la Guinée-Bissao. Ce sont ces mercenaires commandés par des officiers guinéens qui devaient agresser la République de Guinée par la mer (Conakry) et sur terre, surtout par Koundara.

C'est Diop Alassane qui m'a informé en Septembre 1970 alors qu'il accomplissait une mission du B.P.N. pour enquêter sur les modalités d'application de la baisse des prix après la Conférence Administrative d'Août 1970. Il ne m'a donné aucune précision quant à la date de l'agression.

Il m'a fait connaître aussi que toutes les dispositions ont été prises pour la réussite du coup.

PROGRAMME SUBVERSIF — Il me fallait faire une comparaison entre les activités des commerçants privés de la République de Guinée et de celles des commerçants privés des territoires voisins où les boutiques sont pleines de marchandises. L'alimentation est suffisante et à bon marché. Il n'est pas exigé d'autorisation administrative pour se procurer d'un véhicule.

SABOTAGE ECONOMIQUE — Je devais faire enlever à compte gouttes les marchandises destinées à la population. Je devais également faciliter l'entrée des marchandises des pays voisins.

L'échec d'après les allemands de l'Ouest est dû également à un manque de coordination entre les éléments sur mer et les éléments du réseau SS de Conakry. Le commandement unique a manqué. Il y a aussi l'engagement révolutionnaire de la Milice et des camarades en Guinée.

Il faut reconnaître aussi le courage et le sang froid du Chef de l'Etat. Cela a donné le souffle à la défense de la Révolution.

J'ai été informé par Tibou, Tounkara qui au cours d'une conversation à son domicile, m'a dit qu'à la prochaine agression, le réseau français concentrera ses efforts sur Koundara en vue de faire de cette zone une porte d'entrée sur la Moyenne-Guinée. L'ambition du réseau, aujourd'hui, c'est d'abord de prendre coûte que coûte une Région comme Koundara et en faire sa base militaire d'où les éléments partiront pour l'intérieur du Foutah que le réseau considère comme une zone favorable à sa politique.

Par ailleurs si le réseau français arrive à s'entendre avec le gouvernement ivoirien, la Région de Beyla pourrait servir de poche d'infiltration des éléments vers la Forêt et la Haute-Guinée ; la Région de N'Zérékoré que connaît parfaitement le capitaine Soumah Abou ne se prête pas à un parachutage de troupes aéroportées.

Il est également prévu une action le long de nos côtes Nord et Sud afin de prendre Conakry en étau pendant que des troupes aéroportées, larguées entre Kindia et la capitale empêcheront tout renfort sur celle-ci.

Je reste à la disposition de la Commission pour apporter tout élément de clarification jugé nécessaire.

AU CAMARADE AHMED SEKOU TOURE,
RESPONSABLE SUPREME DE LA REVOLUTION,
CAMARADE PRESIDENT,

C'est avec le cœur serré, l'âme en feu que je viens me jeter à vos pieds pour vous demander clémence pour les actes de trahison que j'ai commis contre mon pays en abusant de votre confiance. Je suis coupable. Je le reconnais. Représentant aimé du Peuple de Guinée, je vous demande pardon.

C'est en vous désobéissant toujours que l'on se trompe, que l'on s'égare. En effet vous avez dit toujours de nous méfier de l'impérialisme ce démon aux mille visages. Un paternalisme germanique, cette autre idéologie qui a fait son mal en Europe. Cette fois-ci ce pangermanisme a voulu mettre une de ses tentacules sur nos fabuleuses richesses de Guinée. Heureusement pour vous, guide clairvoyant vous avez su à temps juguler le démon enchanté. Mon manque d'analyse objective dû à des fréquentations d'hommes caméléons que je croyais acquis à la cause guinéenne m'a conduit à ce déshonneur. Je veux me racheter et j'implore votre clémence afin que mes 16 enfants aujourd'hui désorientés puissent retrouver leur père qui leur indiquera après ces heures tristes le chemin de l'honneur, le chemin que vous avez tracé non seulement pour votre chère Guinée mais pour toute l'Afrique. C'est douloureux de faire la prison pour le triomphe du Parti et d'être emprisonné par ce même Parti par suite d'un égarement inqualifiable.

Je voudrais après votre clémence que je sois présent à la construction de la nouvelle Guinée que vous avez projeté afin que réhabilité, je dise ou que mes enfants disent :

à Dabola. De El-Hadj Ghoussein Mohamed et de F. Camara N'Touma. Suis marié à une femme 4 enfants. Ex-Chef de Cabinet au Secrétariat d'Etat au Commerce Extérieur. N'ai jamais accompli mes obligations militaires, n'ai jamais encouru de peine correctionnelle.

SUR LES FAITS

J'ai été à la fois membre des Services Secrets Français et SS Nazi. J'ai adhéré au SS Français en 1961 à Paris par l'intermédiaire de Jean Liard quand je faisais mon stage aux contributions diverses. Plus tard, Robert Astiges, un autre responsable du Réseau français, devait informer Jean Paul Alata de mon appartenance à leur réseau. Pour faciliter mon adhésion, Lupin avait promis d'intervenir en ma faveur auprès des autorités de l'Ecole des impôts que je fréquentais pour obtenir un bon classement, ce qui me permettait d'occuper dans l'administration guinéenne une place de choix me permettant de jouer pleinement mon rôle dans le réseau.

De retour en Guinée, j'ai été nommé Directeur de l'Offibanane. J'ai travaillé en étroite coopération avec Joseph Amine qui m'a souvent apporté son assistance. C'est ainsi qu'il m'a acheté une moto-pompe pour notre plantation. Il m'aidait par ailleurs à payer les salaires des employés et me donnait du riz pour leur entretien.

Gemayel quant à lui est intervenu dans la construction de ma maison ; il m'a en effet donné une charpente métallique et m'a prêté une somme de 3.000.000 de francs guinéens. Cette maison devait être louée plus tard à un membre du Corps de la Paix américain à raison de 150.000 francs par mois. Je précise que la SOPLEX dirigée par Joseph Amine a toujours bénéficié de multiples avantages au niveau de l'Offibanane, notamment l'utilisation des véhicules chargés du transport des bananes et autres fruits.

Diop Alassane était le coordinateur général au niveau de Conakry-II. A ce titre, il tenait à son domicile, ou en promenade dans sa voiture, toutes les réunions d'information. Je sais personnellement avoir assisté à une réunion qui avait l'air d'être importante et qui s'est tenue chez Diop au mois de Mai 1971, réunion au cours de laquelle il avait été décidé d'affecter certains cadres dans les régions administratives pour paralyser toute action tendant à favoriser la réussite de la Campagne Agricole. C'est au cours de cette réunion que j'ai effectivement vu que Condé Emile et Mama Fofana étaient des animateurs du mouvement intérieur. Mama avait à ce titre le surnom de « Jo », l'homme bon à tout faire. Au cours de cette même réunion, j'ai remarqué la présence de Kaba Noumouké, Boiro Mamadou, Diané Mamadou, Camara Bakary, Jean Paul Alata, Bangoura Kertalla, un certain Soumah Président du CUP d'Agrima. Comme tâches principales, nous devions chercher par tous les moyens à retarder la mise en route des dispositifs arrêtés pour la réussite de la Campagne Agricole : faire expédier par Soumah d'Agrima, responsable des livraisons des pièces

ORGANE DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

REDACON
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
PATRICE LUMUMBA
2ème ETAGE
TEL : 611 - 29
TEL : 611 - 47
TEL : 611 - 48
TEL : 611 - 49
CONAKRY

FOROXA

Directeur Politique
Léon MAKA
Directeur de Publication
Mamadou KEITA
Directeur
Fodé BERETE
ONZIEME ANNEE 1971

Une Révolution populaire ne peut ni agir, ni penser par procuration.

Le refus de subir, est avant tout l'acceptation de se soumettre aux impératifs du travail politique et économique qui crée les conditions rendant le refus possible.

Ahmed Sékou Touré

Dimanche 5 Septembre 1971

N° 1801

Prix 100 FG

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

détachées pour tracteurs, non conformes aux pièces dont on avait effectivement besoin.

En ce qui concerne le cas précis de Joseph Amine, je sais personnellement qu'il était le grand financier de l'action interne et c'est par le canal principal d'El-Hadj Camara Baba et de Bangoura Kerfalla que toutes les dépenses étaient effectuées. C'est eux en somme qui sont à même d'indiquer avec Mama, coordinateur au niveau des services de Sécurité, les véritables éléments des différents réseaux.

Savané — Sékou Camara : Les deux Secrétaires d'Etat, malgré des apparences de contradictions, s'entendaient comme des larrons. C'est ainsi, qu'ensemble, ils ont pratiquement orienté la plupart de nos commandes urgentes sur des pays limitrophes tels que la Sierra-Léone et le Libéria. Je me souviens d'une importante commande de pneumatiques dont le montant atteignait 500.000 dollars qui avaient été récemment réalisée par Savané Moricandian, en accord avec le Commerce Extérieur et malgré les prix peu avantageux qui nous étaient offerts à partir de ces deux pays.

Egalement, sous l'impulsion de Savané Moricandian, toutes nos commandes avaient tendance d'être désormais orientées sur les pays à devises convertibles. Pour tirer la sonnette d'alarme et accélérer les commandes à partir de ces pays, Savané Moricandian brandissait la pancarte de la menace de rupture de stocks. Ce qui mettait pratiquement et Commerce Extérieur et la Banque en demeure de régulariser une situation de fait, chaque fois que l'occasion se présentait. Des missions commerciales sortaient également très souvent pour faciliter la réalisation de ces commandes à caractère urgent. Une mission importante du Commerce Intérieur avait fait à l'époque un grand périple à travers l'Allemagne Fédérale, la Hollande et la Belgique, et avait réussi à faire importer d'importantes quantités de tissu Wax-Print, Fancy de très bonne qualité : ceci pour contre-

Comme tâches principales qui m'étaient assignées, je devais fournir tous les renseignements d'ordre économique et commercial intéressant les pays socialistes dont notamment la Chine, l'URSS et la RDA. Je devais même user de tous les moyens dont je disposais au niveau du Commerce Extérieur pour entraver la conclusion de toutes sortes de contrats entre la RDA et la Guinée et surtout éviter à tout prix la signature d'un contrat d'achat d'aluminium à long terme entre ce pays et le nôtre. Au niveau, toujours du Commerce Extérieur, il m'avait demandé de mettre tout en œuvre pour faciliter les commandes en Allemagne Fédérale de véhicules dont la solidité n'était plus à démontrer. C'est ainsi que nous avons réalisé à l'époque la commande de véhicules Mercedes sur l'Allemagne Fédérale ainsi que d'un important groupe Siemens pour la Centrale Electrique de Conakry.

Je fournissais également à Jophel Amine des informations sur les importations de marchandises en provenance de pays socialistes et sur l'évolution des grands projets industriels (Boké, Simandou, Fria, Dabola etc...). En effet les pays capitalistes désiraient connaître l'accueil réservé à ces projets par la population guinéenne. Nous étions quant à nous enchantés de ces projets dont la réalisation permettrait une accumulation de devises fortes pour le pays, rendant ainsi possible le renforcement des liens économiques entre les pays capitalistes et la République de Guinée. Il est en effet clair, que le renforcement de nos liens économiques avec les pays occidentaux se traduirait à long terme d'une part : par une indépendance possible de notre économie vis-à-vis des pays socialistes et d'autre part par un retour progressif vers un système d'économie du type libéral de notre rêve, qui freinerait ou générerait considérablement la construction du Socialisme en Guinée. Malheureusement l'attitude du Chef de l'Etat face au problème économique n'était pas pour favoriser de telles visions. En effet, critiquant le gouvernement guinéen, Fierkant, expert allemand dans le

Alassane, Baba Camara, Condé Emile, Bangoura Kerfalla, Fofana Mama, Paul Stephen, Jean Paul Alata, Mme Loffo Comara, Savané Moricandian, Camara Sékou.

Action au niveau de la Jeunesse

En Mai 1970, j'ai été contacté par Diallo Alpha Abdoulaye « Portos » qui m'a dit qu'il voulait mettre des camarades sûrs à la tête des fédérations sportives afin de renforcer l'équipe des sportifs guinéens devant se rendre aux jeux de Munich. Je devais par la suite être désigné comme président de la Fédération Guinéenne de Basket-Ball. J'avais pour mission d'aider au renforcement des liens avec l'Allemagne Fédérale par le canal des sports par notamment : les bourses de stage sportif en Allemagne Fédérale pour la formation d'entraîneurs et d'arbitres.

Membres extérieurs du Front

Les membres extérieurs du Front que je connais sont : Diallo Issa Ben Yacine que j'ai rencontré deux fois à Genève à l'occasion de missions.

Bah Mamadou Banque Mondiale

Kaké Ibrahim, Paris

Diallo Moustapha Tout-Passe

Naby Youla

Dr. Conté, Abidjan

Sow Ibrahim, Paris.

Au Camarade Responsable Suprême de la Révolution, A 38 ans, camarade Responsable Suprême de la Révolution, me voici peut-être à jamais englouti par la Révolution entre les quatre murs de ma cellule que j'occupe depuis bien-tôt trois semaines. Ces quelques journées interminables et ces nuits blanches passées seul, m'ont enfin permis de mesurer à sa juste valeur, l'échec de ma forfaiture.

Oui ! Camarade Responsable Suprême de la Révolution, en effet, j'ai fauté de par ma jeunesse et peut-être bien plus de par mon inexpérience à vouloir toujours me croire suffisamment expérimenté et mieux encore, plus expérimenté

plan de la qualité que du prix. Il faut noter que pendant leur passage au Commerce Intérieur et au Commerce Extérieur, l'envoi des missions de prospection et d'achat dans les pays socialistes avait été freiné.

Fodéba Kéita: Au départ, nous étions chien et chat. Mais plus tard, nous sommes devenus de véritables copains. Il était devenu pour moi un grand frère, un ami, voire même mon conseiller. C'est ainsi que nous avons accepté de lui faciliter la réalisation de sa plantation en collaboration étroite avec les cadres de l'Economie Rurale, de l'Office de la Banane, de l'Agrima et de l'Institut de Recherches Fruitières de Kindia. S'agissant du problème précis du prix de la banane, Fodéba faisait comprendre aux planteurs, que son augmentation n'était systématiquement refusée que par le Chef de l'Etat et que si cela ne tenait qu'à lui seul, en tant que responsable de l'Agriculture dans sa généralité, le prix de la banane serait réévalué et n'aurait aucun point de comparaison possible avec les prix des denrées de consommation locale.

Transferts au profit de mon épouse :

Le transfert de devises au profit de mon épouse avait été accordé à l'intéressée par l'ex-gouverneur de la Banque Centrale Camara Balla. En effet, à cette époque, mon épouse bénéficiait d'un transfert mensuel équivalent à 40 % de son salaire brut. Je sais que cette autorisation avait reçu l'agrément de Camara Balla, après des interventions de William Gemayel, son patron d'alors et d'El-Hadj Fofana Mamadou conseiller des sociétés « Constatin ».

RESEAU S. S. ALLEMAND :

Après le départ des membres du Corps de la Paix américain de la Guinée, Joseph Amine m'a présenté l'Ex-pert Allemand Fierkant Walfang qui désirait occuper ma maison.

Nous avons conclu le loyer au taux de 150.000 francs par mois. Après le départ de Fierkant, la maison a été occupée par un autre expert allemand, le Commandant Clauditz, responsable du Génie-Militaire Ouest-Allemand en Guinée. C'est au cours de l'un de nos entretiens que Fierkant m'a demandé d'être son ami et partant de compter parmi les nombreux amis de son pays en Guinée. Il m'a également fait comprendre qu'à l'heure actuelle seule l'Allemagne Fédérale, compte tenu de sa puissance financière, peut donner un nouvel et remarquable essor à notre Economie par l'apport de capitaux devant servir comme moyens de financement à d'importantes actions tant industrielles qu'agricoles. Je n'ai pas trouvé d'objection à cette avance. C'est ainsi qu'il m'a payé la somme de un million huit cent mille francs (1.800.000) francs guinéens comme avance sur le loyer pendant un an. Cette somme m'a permis de rembourser une partie de la dette due à Gemayel au titre de ma construction. Il m'a également prêté 2.000 dollars par mois pour obtenir mon adhésion comme membre actif du réseau à Conakry.

mis à la disposition de la République de Guinée un important prêt devant servir à la reconstruction du chemin de fer malheureusement votre Gouvernement a rejeté ce prêt. Notre Gouvernement envisage de transformer ce prêt en un don qui sera consacré au développement agricole de votre pays ».

Je devais plus tard apprendre que ce projet agricole n'a lui aussi pas vu le jour.

APPOINTEMENTS

Mes appointements et avances devaient être virés à un compte que Hollenverg (SCAF) devait ouvrir en mon nom en Suisse. Dans la mesure où Jean Hollenverg rencontrerait des difficultés pour percevoir les sommes dues, il avait obligation d'en informer immédiatement et Fierkant à Hambourg, et Amine à Marseille, pour faire pression sur les autorités chargées du financement des opérations.

A l'heure où j'écris donc ces quelques lignes, je suis convaincu du règlement de cinquante mille dollars, comme avances sur 200.000 dollars promis et du règlement de six mois d'appointement soit 12.000 dollars. Donc encaissement certain à ce jour à mon compte en Suisse sous-couvert de Jean Hollenverg 62.000 dollars.

AGRESSION DU 22 NOVEMBRE 1970 :

J'ai effectivement été informé par Diop Alassane, Alata et Barry III une semaine avant l'agression, qu'elle devait avoir lieu dans la nuit du Samedi 21 Novembre 1970 et que je devais être prêt à recevoir des étrangers, Bangoura Kerfalla devait également déposer dans ma concession quinze fusils. Barry III m'a dit que le débarquement armé se fera la nuit-même et que le camarade Paul Stephen viendra m'informer de l'heure exacte du débarquement afin de me tenir prêt à toute éventualité. Dans la mesure où Paul Stephen serait empêché, Fofana Mama et Diop Alassane me rendraient visite pour me communiquer les dernières instructions.

Barry III m'a pris en voiture et nous sommes allés vers chez Mme Loffo où d'après lui, les « étrangers » devaient se regrouper pour aller ensuite prendre possession du Centre Emetteur de Kipé avec la complicité du Président du Comité de Kipé et du Président du Comité d'Unité de Production du Centre Emetteur de Kipé. Je précise que je tiens cette information de Barry III et que je n'ai eu de contacts personnels avec les intéressés. Je ne peux affirmer en ce qui les concerne. Les mercenaires devaient être conduits par Touré Gaoussou milicien du Comité Taouyah.

Effectivement comme je l'ai déjà dit, Paul Stephen était bien venu chez moi ce samedi avec son épouse.

COMPLICES INTERIEURS :

Les complices intérieurs que j'ai connus sont : Kaman Diaby, Keita Fodéba, Joseph Amine, ex-Général Keita Noumandian, Barry Siradiou, Colonel Diallo, Barry-III, Diop

Ce n'est nullement ma propre perte que je déplore aujourd'hui. S'il est donc quelqu'un à plaindre, camarade Responsable Suprême de la Révolution, c'est bien vous qui n'avez jamais cessé de me guider courageusement, méthodiquement, pas à pas, sur le grand chemin de la droiture de l'intégrité, de l'honnêteté morale, intellectuelle et politique, principales vertus prônées par le PDG, de Septembre 1958 jusqu'à ce triste, lourd, nuageux et pluvieux mois d'Août 1971.

Qu'il me soit donc permis à ce titre, camarade Responsable Suprême de la Révolution, de vous plaindre encore une fois car votre tâche est ingrate, difficile et de longue haleine.

De plaindre à travers vous le Peuple de Guinée auquel tous les miens sont entièrement confondus et à qui fait tant de mal.

Je reconnais avoir failli par inexpérience et vous prie de me récupérer, car je suis encore suffisamment jeune et disponible pour notre Révolution.

Je sais que votre « MOI » profondément humain ne sera nullement insensible à l'appel d'un jeune cadre sur lequel, vous fondiez, j'en suis persuadé, de gros espoirs ; espoirs qui j'en suis également certain, ne resteront pas vains si à travers vous et par vous, le Parti se charge de sa rééducation.

Puissé-je encore oser espérer ? A cette interrogation d'espoir, je réonds par l'affirmative, sachant parfaitement que « le Peuple de Guinée et son Parti d'avant-garde, le PDG, considèrent que le capital le plus précieux, le plus important demeure l'homme : l'homme dans sa conscience politique, l'homme dans son sens de la vie, l'homme dans ses capacités créatrices, l'homme dans la vie sociale et face à l'histoire et qu'aucune valeur, aucune richesse ne saurait être placée au-dessus de lui ».

Ghoussein Fadel

COMMUNIQUE

Le Comité Révolutionnaire dans sa séance du 31 Août 1971, après avoir procédé à une enquête approfondie sur les dénonciations de militants du PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE considérés comme éléments de la 5e colonne, n'a pas relevé de charge à l'encontre des intéressés et a décidé en conséquence de les relaxer purement et simplement.

Il s'agit des camarades suivants :

- DIALLO GADAOUNDOU, Receveur PTT à Kindia
- DIALLO TALIBE, Trésorier Paveur à Kindia
- BARRY ILA, Chef de Services Financiers à Kindia
- EL-HADJ BAH BOUBACAR, Médecin-Vétérinaire en retraite à Dalaba.
- CONDE MOHAMED LAMINE, attaché de Presse à Kankan.
- KEITA BALLA, (Inter) Transporteur à Kissidougou.

Les intéressés pourront reprendre leurs activités professionnelles comme par le passé.

PRET POUR LA REVOLUTION.